

La recherche suisse compte sur l'argent de Berne

EUROPE Le Conseil national débattrà lundi d'un texte qui tentera de faire remonter la Suisse dans le train des programmes européens dont elle a été exclue

DAVID HAEBERLI, BERNE

[@David_Haeberli](#)

ID Quantique est célébrée comme l'exemple d'une transition réussie entre la recherche fondamentale et le développement commercial. Les produits de cette entreprise genevoise sont au cœur des enjeux actuels sur la sécurisation des données numériques. Elle fêtera ses 20 ans la semaine prochaine avec la création future de 100 postes de travail, non pas dans sa ville natale, mais à Vienne, en Autriche. Car cette antenne lui permettra d'avoir accès aux crédits dont la Suisse est privée depuis la fin des négociations entre Berne et Bruxelles sur un accord-cadre. L'UE a décidé d'écarter les institutions helvétiques de ses programmes, comme elle l'avait fait en 2014.

Science en otage

Pour Yves Flückiger, recteur de l'Université de Genève et président de Swissuniversities, la faïtière des recteurs des universités et des hautes écoles suisses, le choix d'ID Quantique «illustre les conséquences dommageables, non seulement pour la recherche mais aussi pour le tissu économique», de la mise à l'écart de la Suisse des programmes européens que sont Horizon Europe, Digital Europe ou encore Erasmus +. «La science, regrette-t-il, est prise en otage par la politique.»

Le Conseil national débattrà lundi d'une motion qui tentera de raccrocher le wagon suisse au train européen. Le texte prône «l'élaboration d'une convention spécifique relative à l'association immédiate de la Suisse» aux programmes européens pour la période 2021-2027.

Problème: l'UE tient à régler la question institutionnelle avant tout et refuse de traiter séparément le dossier de la recherche. Que faire? Augmenter la contribution que la

Suisse doit verser au 1er janvier 2024, répond le texte. Le fameux milliard de cohésion serait ainsi revu à la hausse.

«Régler les problèmes institutionnels va prendre des années, prévient le Vert genevois Nicolas Walder, qui défendra cette motion lundi à la tribune du parlement. Il faut donc essayer d'entrer par une autre porte. Avec une contrepartie comme un supplément à la somme versée par la Suisse à la cohésion, il y a un espoir que Bruxelles accepte de discuter séparément des autres dossiers.»

En commission de politique extérieure, une majorité fragile s'est dégagée. Le Centre fait partie de la minorité opposée au texte. «L'idée de donner un signal au Conseil fédéral afin que ce dossier avance, nous y souscrivons, explique la Fribourgeoise Christine Bulliard-Marbach. En Suisse, la recherche est notre pétrole! Nous devons trouver un chemin afin de renouer les relations avec l'Union européenne. Mais ce n'est pas en augmentant le montant du milliard de cohésion que nous y arriverons. Bruxelles considère que cet argent lui est dû, une augmentation minime n'y changera rien.»

L'argent ne résoudra pas tout, à entendre Yves Flückiger. Un professeur titulaire de bourses européennes a décidé de ne pas enseigner à Genève bien que des sommes équivalentes lui étaient garanties. Se couper des réseaux européens et de la stimulation qu'ils engendrent est un risque qu'il ne voulait pas courir. Ce vent mauvais fait même craindre au recteur que la somme de 6 milliards de francs, votée il y a plusieurs années et dont des tranches doivent être versées aux universités en 2022 et 2023, soit finalement destinée à éponger le déficit de la Confédération. Jeudi dernier, le Centre Dubochet, du nom du Prix Nobel vaudois, a accueilli son premier symposium. Cofinancée par l'EPFL, l'Unige et l'Université de Lausanne, cette infrastructure est l'exemple des efforts à déployer afin de garder une attractivité, assure Yves Flückiger. «Nous avons besoin d'une aide de la Confédération», conclut-il. ■